

Un an et demi de politique Darcos

Depuis sa nomination en mai 2007, le ministre de l'éducation nationale, M. Xavier Darcos, a déjà à son actif :

- la suppression de la carte scolaire, qui institue la concurrence entre écoles et accélère la formation de ghettos scolaires ;
- la promulgation de « nouveaux » programmes (dont les rédacteurs ne sont toujours pas connus !) contraires à l'avis de la profession et des chercheurs, après une mascarade de concertation, menée dans la précipitation ;
- la diminution de 2 h du temps hebdomadaire d'enseignement (l'équivalent de 3 semaines par an !) et la réorganisation de la semaine à 4 jours décidée contre les préconisations des professionnels et des spécialistes des rythmes scolaires ;
- le discrédit jeté sur l'école publique, notamment en trompant l'opinion sur les performances de l'école française dans les évaluations internationales
- des déclarations insultantes sur les maternelles considérées comme de simples garderies où le travail des enseignants consiste à « surveiller la sieste et à changer les couches » ;
- l'étranglement financier des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public ;
- les atteintes à la liberté d'expression des parents d'élèves ;
- la mise en place du fichier base-élèves, comportant des données qui mettaient gravement en cause les libertés individuelles et le droit à l'éducation des enfants étrangers, quel que soit le statut de leurs parents ;
- le financement (pour 220 000 euros) d'une officine privée qui doit surveiller les prises de position des parents et des enseignants sur le web, « repérer les leaders d'opinion, les lanceurs d'alerte et analyser leur potentiel d'influence et leur capacité à se constituer en réseau ».
- la suppression brutale de 3 000 postes d'enseignants spécialisés des RASED, tout en proclamant vouloir diviser par 3 le taux d'élèves en grande difficulté scolaire et en tentant de faire croire que la mise en place des 2 h d'aide personnalisée pourrait remplacer le travail des enseignants spécialisés ;
- la suppression de la maternelle entre 2 et 3 ans, remplacée par un « jardin d'éveil » à la charge des communes et des familles, premier pas vers la suppression de la maternelle avant 5 ans, réclamée par des amis politiques du ministre.

Ça suffit ! Agissons ...